

# Grand Est, et si le Président changeait ? (III)

(Par Robert Hertzog) – Prospective (III) – Il faut être un peu inconscient pour prétendre faire de la prospective politique par les temps qui courent.

S'il est une certitude dans cet exercice, c'est que cela ne se passe (presque) jamais comme envisagé. L'histoire va vite, même en région. On lit, en effet, dans des médias la rumeur sur un possible départ de Philippe Richert de la présidence de la Région Grand-Est à laquelle il a apporté une majorité politique et dont il a mis en place l'organisation inédite. Œuvre colossale, controversée et harassante.

S'il ne faut retenir qu'une raison pour condamner l'in vraisemblable réforme régionale de 2015, celle-là suffirait: une institution qui épuise ses dirigeants et ses cadres, sans autre bénéfice que celui d'exister, n'a pas d'avenir !

En 2016 il a fallu tout inventer, réorganiser, harmoniser. L'observateur ne peut qu'admirer que cela se soit passé sans crises, grèves, dysfonctionnements majeurs, notamment dans les circuits financiers et comptables. Il faut saluer l'abnégation des agents qui n'ont pas compté les heures de travail alors qu'ils entendaient autour d'eux les critiques récurrentes sur la nouvelle administration. La complexité, les lourdeurs, les coûts, une certaine opacité due à l'éloignement subsisteront, tant du côté de la collectivité région que des services de l'État. Les 12 agences territoriales « pour la proximité », dotées d'importantes équipes, apporteront sans doute un peu plus de confusion encore et certainement plus de dépenses! Les déplacements resteront nombreux, coûteux et épuisants. Qui a vraiment intérêt à ce qu'un tel système perdure ?

Et voilà qu'il faudrait désigner un nouveau président. Des noms de dauphins circulent depuis un certain temps, car un départ du président avait déjà été envisagé pour un futur gouvernement de droite. Sans faire injure à qui que ce soit, aucun(e) des successeurs potentiels n'a l'expérience, le poids politique, le talent oratoire du président Richert. Il n'aura pas non plus l'autorité de celui qui a conduit ses troupes à une victoire électorale qui leur assure une solide majorité au conseil régional, et qui a ensuite conçu et construit les nouvelles institutions et qui préside l'association nationale des régions de France.

Un candidat alsacien n'aura de soutien suffisamment large qu'en prenant de solides engagements en faveur du *statu quo* ce qui verrouillera le système encore plus. Ce n'est pas que les Lorrains et les Champenois soient tombés amoureux de notre région, mais ils ne

veulent surtout pas se retrouver en tête à tête et ils ont vu ce qu'apporte la (relativement) riche Alsace à l'ensemble. Les chances pour que le changement de président puisse faire bouger l'institution seront donc encore affaiblies, sauf si les chamailleries politiques que cela entraînera montrent qu'il n'existe aucun sentiment régional, que les régionalismes anciens sont toujours sous-jacents et qu'on n'a aucune affection pour travailler en bonne entente. Comme on est en politique, il ne faut même pas exclure que malgré les accords passés en coulisses pour que l'exécutif reste dirigé par un Alsacien, un autre résultat n'apparaisse au dépouillement ; une assemblée de 169 membres offre un vaste champ de manœuvres et les péripéties de la campagne présidentielle nationale laisseront des traces dans les relations entre les élus de droite.

En Alsace, par contre, les cartes seront rebattues. Ph. Richert arrive à « tenir » beaucoup d'élus, y compris des parlementaires, qui n'osent pas afficher publiquement leur désamour pour le GE et leur soutien au projet de rétablissement d'une Région Alsace. Nos concitoyens qualifient d'ailleurs vertement cette attitude d'un terme alsacien qu'on ne reproduira pas ici. Le successeur, quel qu'il soit, n'aura pas la même emprise.

Cela changera donc la donne : les langues et les énergies se libéreront. Les trois mousquetaires, Straumann, Bierry et Furst, rallieront des supporters plus nombreux et audacieux. La pression sur les candidats aux élections législatives qui ne se seraient pas ralliés sera accentuée afin qu'ils s'engagent en faveur d'un changement. Le contexte politique y pousse. Personne ne pourra ignorer les centaines de milliers d'électeurs qui n'acceptent pas les pertes et reculs que le GE fait subir à l'Alsace. La confiance qu'affichent les candidats Les Républicains ou centristes de passer, au second tour des législatives, haut la main devant le FN, commence à vaciller, au vu du capharnaüm ambiant. Et les élections, après tout, c'est aussi fait pour écouter les électeurs.

Au plan national on ne se risque pas à faire des pronostics, sinon pour constater qu'aucun scénario n'est rose pour l'Alsace. E. Macron, à notre connaissance, n'a encore rien dit sur le sujet et il était ministre de l'Économie dans le gouvernement qui a imposé cette calamiteuse réforme régionale. Il serait miraculeux qu'il ait une majorité absolue à l'Assemblée nationale et qu'il puisse faire ce qu'il annonce en campagne. On n'a rien à espérer de Marine Le Pen ou de Benoît Hamon. À supposer qu'ils arrivent à l'Élysée, ils n'auront pas de majorité gouvernementale. On ne fera aucune hypothèse concernant F. Fillon qui, de surcroît, ne semble pas avoir beaucoup d'amis proches dans notre région. Bref, il ne faut compter que sur nos forces et notre détermination. Comme les décisions se prendront de toute façon au niveau central, il importe d'y envoyer un commando de parlementaires suffisamment aguerris et habiles pour trouver un passage dans le grand bazar politique qui s'annonce.

Robert Hertzog